



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

généralités

Question au Gouvernement n° 2048

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Dominique Dord, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Dominique Dord. Monsieur le Premier ministre, vos amis frondeurs ici présents n'ont pas que des défauts !

M. Bruno Le Roux. Les trésoriers de l'UMP non plus !

M. Dominique Dord. Ils sont simplement restés fidèles aux convictions, certes un peu archaïques, de la gauche, mais surtout fidèles aux engagements du Gouvernement devant les Français en 2012. Je sais bien que vous-même, comme un certain nombre de vos amis considérez, sans trop leur dire, que leurs convictions sont totalement dépassées, d'un autre âge, et qu'elles conduiront le pays dans le mur. (*Mêmes mouvements.*)

M. Bruno Le Roux. Rendez l'argent !

M. Dominique Dord. Mais il faut tout de même reconnaître que quand c'était le moment de le dire, à savoir lorsque vous et les vôtres avez pris des engagements devant les Français, on ne vous a pas beaucoup entendu sur le sujet ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Du coup, il faut se mettre à la place de vos amis frondeurs, comme il faut se mettre à la place de vos anciens alliés communistes, à la place de vos anciens alliés écologistes, à la place des syndicalistes qui vous lâchent les uns après les autres (*Exclamations sur de nombreux bancs du groupe SRC*), et des millions de Français qui ont voté pour vous de bonne foi et qui, eux, veulent y croire encore (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP*), et on ne voit pas pourquoi ils délaisseraient ces convictions et ces promesses. Je le dis d'autant plus que, vous le savez, monsieur le Premier ministre, s'il n'y avait pas eu de promesses mensongères, vous n'auriez pas gagné les élections de 2012. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

Au fond, les frondeurs, c'est votre mémoire et votre mauvaise conscience. Cela dit, cette situation pose tout de même un problème politique puisque aujourd'hui, compte tenu d'eux vous n'avez plus de majorité. Monsieur le Premier ministre, il faut donc en tirer les conséquences : quand reviendrez-vous devant les Français avec un programme de vérité ? (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Philippe Vigier. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics.* Monsieur Dord, aucun député socialiste n'a besoin de vous pour parler à sa place (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*), ni aucun membre du

groupe communiste. Je pense surtout qu'aucun syndicaliste n'a besoin de vous pour parler à sa place, vous et les vôtres qui les avez fait siffler dans tous les meetings de la fin de campagne du précédent Président de la République. (*Mêmes mouvements.*)

La vérité, monsieur Dord, c'est celle que nous avons trouvée et à laquelle nous faisons face aujourd'hui ; la vérité, c'est une France dont les entreprises avaient perdu leur compétitivité et des parts de marché au cours des dix années précédentes ;...

Un député du groupe UMP . Les 35 heures !

M. Michel Sapin, ministre. ...la vérité, c'est une France qui, alors qu'elle était excédentaire du point de vue de son commerce extérieur en 2002, était devenue profondément déficitaire lorsque vous avez quitté le pouvoir ; la vérité, vous le savez et vous pourriez le dire comme chacun des députés socialistes et des députés communistes, c'est que votre majorité a mis le budget de la France, comme disait un ancien Premier ministre, « au bord de la faillite ». Voilà la vérité à laquelle nous avons dû faire face ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Dominique Dord. Ce n'est pas la question !

M. Michel Sapin, ministre . La politique que nous menons est donc une politique de redressement de la compétitivité de nos entreprises. Ai-je besoin de vous rappeler ce qui a été voté par la majorité de cette assemblée, qu'il s'agisse de la loi de finances rectificative ou encore de la loi de financement rectificative de la Sécurité sociale, pour apporter aux entreprises des capacités d'investissement et d'emploi ? Dois-je vous rappeler les mesures de pouvoir d'achat pour les plus modestes des Français, mesures que vous avez refusé de voter ? Dois-je vous rappeler l'effort énorme que nous accomplissons pour rétablir progressivement les finances de la France ?

La vérité est là, et la politique de vérité, c'est celle que nous menons ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Dominique Dord](#)

Circonscription : Savoie (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2048

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 juillet 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [10 juillet 2014](#)